

# **L'impact des accords internationaux de commerce sur l'industrie laitière québécoise**

**Raymond Tremblay\***

## **INTRODUCTION**

En 2001, les chefs d'État des pays des Amériques se sont réunis à Québec pour discuter d'intégration économique. Ils ont rappelé dans leur déclaration finale leur engagement à l'égard de l'intégration hémisphérique et leur volonté de créer la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) au plus tard en 2005<sup>1</sup>.

Le Sommet des Amériques de Québec s'inscrit dans un vaste mouvement de rapprochement économique entre les nations qui a commencé après la deuxième guerre mondiale. À cette époque, les dirigeants des nations ont constaté que les transactions commerciales internationales étaient tellement réglementées que l'activité économique s'en trouvait affectée négativement<sup>2</sup>. Les pays avaient en effet tendance à exiger des droits de douane très élevés afin de protéger leur marché domestique, ce qui perturbait les échanges économiques internationaux.

Les négociations de cette époque ont abouti à ce que nous connaissons maintenant sous le nom de GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*/Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le GATT de 1947 n'a jamais été adopté formellement par les

---

\* Avocat.

1. Voir Sommet des Amériques 2001, Déclarations finales, <<http://www.americas-canada.org/eventsummit/declarations/declara-f.asp>>.

2. Voir JOHN H. JACKSON, *World Trade and the Law of GATT*, Charlottesville, The Michie Company, 1969.

parties aux négociations et a été appliqué de façon provisoire aux parties contractantes en vertu du Protocole portant application provisoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce<sup>3</sup>. Il a pourtant permis le développement du commerce international comme nous le connaissons aujourd'hui.

Le GATT était un accord multilatéral ouvert à tout pays disposé à en respecter les règles. Il a été suivi de la conclusion d'une multitude de traités à caractère régional. Les plus connus sont l'ALENA<sup>4</sup> (Accord de libre échange nord américain) et l'Union européenne<sup>5</sup>. L'intégration économique recherchée par ces traités diffère mais ils ont tous comme but de favoriser le commerce. D'une façon générale, les droits de douane ont été réduits ou éliminés, des règles *anti-dumping* ont été prévues, les subventions à l'exportation ont été réduites ou interdites et chacun des pays s'est engagé à traiter les produits d'autres pays de la même manière que ses produits nationaux.

Le Canada et le Québec en particulier sont très favorables à ces accords commerciaux internationaux parce qu'une grande partie de ce qui est produit ici est exportée. En général, les règles et les disciplines que les autres pays doivent respecter permettent aux produits en provenance du Canada et du Québec de circuler sans problème. Dans le cas contraire, le Canada peut avoir recours, pour trouver une solution aux problèmes, à la procédure de règlement des différends prévue dans les accords auxquels il est partie.

Depuis quelques années mais surtout depuis 1995, date d'entrée en vigueur de l'OMC (Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce), les politiques agricoles des États doivent être établies en tenant compte des accords internationaux. Cette obligation de respecter les accords internationaux en matière agricole a fait de l'agri-

---

3. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, le GATT fait partie intégrante de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en vertu de l'article II:2 de ce dernier. L'OMC comprend aussi, entre autres, l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

4. L'ALENA a été conclu entre le Mexique, les États-Unis et le Canada et est entré en vigueur en 1994.

5. Voir L'ABC de l'Union européenne, <<http://europa.eu.int/abc-fr.htm>>: «L'Union européenne (UE) est le résultat d'un processus de coopération et d'intégration qui a commencé en 1951 entre six pays (Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas). En près de cinquante ans et quatre vagues d'adhésion (1973: Danemark, Irlande et Royaume-Uni; 1981: Grèce; 1986: Espagne et Portugal; 1995: Autriche, Finlande et Suède) l'UE compte aujourd'hui quinze États membres et se prépare à son cinquième élargissement, cette fois-ci vers l'Europe de l'Est et du Sud».

culture le principal sujet de différends entre les pays membres<sup>6</sup>. Cela peut paraître surprenant mais se comprend, étant donné l'importance de l'agriculture partout dans le monde. L'agriculture est en effet une activité socio-économique vitale car elle permet de nourrir la population et elle favorise l'occupation du territoire. Dans chaque pays des milliers d'emplois directs et indirects dépendent de la production, de la transformation et de la distribution des produits agricoles; cela a amené l'apparition de règles pour favoriser la vente des produits agricoles sur les marchés internationaux, mais aussi parfois de mesures pour protéger les emplois et les économies nationales.

Depuis 1947, le Canada a été partie à plusieurs différends internationaux en matière d'agriculture, parfois à titre de partie plaignante, parfois à titre de partie défenderesse. Les résultats de ceux-ci ont eu un impact direct sur l'économie et sur la réglementation régissant l'agriculture au Canada. Il sera question dans la suite du présent document de quelques-uns de ces différends, et plus particulièrement, de certains différends récents qui ont eu un impact au Québec. Il sera question de trois affaires en rapport avec la production et la vente de lait: de l'affaire du lait UHT (ultra-haute température), de l'affaire concernant la tarification et de l'affaire concernant le lait d'exportation.

Il faut tout d'abord indiquer qu'un pays ne s'engage pas dans un différend à la légère. Lorsqu'un problème commercial international survient, des moyens importants sont mis en jeu et des centaines de personnes dans tout le Canada s'impliquent pour trouver une solution. Des avocats, des spécialistes en politique commerciale et des économistes sont mis à contribution. Il faut démontrer que la réglementation sur le lait au Canada respecte les engagements internationaux du Canada. Les impacts économiques d'une victoire ou d'une défaite sont toujours importants parce qu'il se produit du lait partout au Canada. Ces impacts sont particulièrement importants au Québec où il se produit près de 50 % de tout le lait destiné à la transformation au Canada. Ainsi, des avocats spécialisés en droit commercial international dans les provinces et au fédéral analysent les faits et le droit applicable. Les résultats de ces analyses ainsi que les conséquences politiques et économiques d'un éventuel différend sont évalués. Le

---

6. Voir Organisation mondiale du commerce – Liste des différends par numéro, <[http://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/dispu\\_status\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/dispu_status_f.htm)>. Dans le cadre du GATT de 1947, 53 de 99 rapports de groupes spéciaux adoptés portaient sur des questions en relation avec l'agriculture. Entre 1995 et 2002, 102 des 243 différends soumis à l'OMC portaient sur des questions relatives à l'agriculture.

gouvernement canadien peut alors décider, avec ces évaluations, d'entreprendre une procédure de règlement de différend à l'ALENA ou à l'OMC ou de contester une telle procédure dirigée contre lui.

### **L'affaire du lait UHT<sup>7</sup>**

En 1977, un entrepreneur du Québec décide d'exporter du lait UHT<sup>8</sup> vers les Caraïbes. Il développe en particulier le marché de Porto Rico où ce type de lait n'était pas connu et y effectue des ventes annuelles pour plusieurs millions de dollars. En 1991, le gouvernement de Porto Rico décide de modifier sa réglementation concernant la production du lait et d'adopter celle en vigueur dans les 50 états des États-Unis. Malgré le fait que pendant 14 ans aucun problème de salubrité n'ait jamais été identifié en rapport avec le lait UHT québécois, les permis autorisant l'importation et la vente de ce lait à Porto Rico sont retirés.

L'entrepreneur, en compagnie du gouvernement québécois et du gouvernement canadien, entreprend des négociations avec les représentants portoricains et américains afin de pouvoir continuer à exporter. La réglementation applicable au Québec est différente de celle applicable à Porto Rico mais les négociateurs québécois et canadiens soutiennent qu'elle est équivalente et qu'ils devraient avoir la possibilité de le démontrer au moyen d'une étude d'équivalence.

Cette suggestion n'est pas acceptée par Porto Rico. Porto Rico propose plutôt que le Canada et le Québec adoptent la réglementation américaine concernant le lait ou que l'entreprise fasse venir son lait du Vermont, le transforme au Québec et l'exporte ensuite à Porto Rico. Ces deux propositions sont refusées par le Canada car cela reviendrait à admettre que la réglementation applicable au Québec est inférieure à celle applicable aux États-Unis.

---

7. Affaire de la réglementation de Porto Rico sur l'importation, la distribution et la vente de lait UHT du Québec, USA-93-1807-01, 3 juin 1993, <<http://www.nafta-sec-alena.org/french/index.htm>>.

8. *Ibid.*, par. 3.1: «Le lait ultra-haute température traité en milieu aseptique (aussi appelé «lait U.H.T.») est produit en amenant le lait de consommation à une température très élevée pendant une période de temps déterminée; par exemple, en le chauffant à une température minimale de 138 °C pendant au moins deux secondes. Le lait est ensuite refroidi à la température ambiante et emballé en milieu aseptique dans des contenants scellés hermétiquement. Si le lait U.H.T. a été traité et manipulé correctement, sa durée de conservation, à la température ambiante, varie entre six et douze mois».

Devant l'impasse, le Canada décide de porter plainte en vertu de l'Accord de libre-échange (ALE)<sup>9</sup> liant alors le Canada et les États-Unis sur la façon dont Porto Rico applique au lait UHT québécois, le nouveau règlement sanitaire visant la production du lait à Porto Rico.

Le Canada plaide qu'il n'a pas eu l'occasion de démontrer que sa réglementation était équivalente. Il dépose en preuve une comparaison article par article de la réglementation américaine et de la réglementation applicable au Québec qui démontre sur papier leur équivalence. Il plaide qu'aucun problème sanitaire n'a jamais été identifié et apporte en preuve lors de l'audition que l'armée américaine stationnée à Porto Rico est toujours cliente de l'entreprise québécoise.

Au niveau du droit, le Canada avance toute une série d'arguments. Il soutient que les États-Unis n'ont pas respecté leurs obligations en vertu de l'Accord de libre-échange. Il plaide premièrement que les prescriptions de Porto Rico en matière de licences régissant l'importation, la vente et la distribution du lait constituent une interdiction ou une limitation à l'importation (restriction quantitative) en contravention à l'article XI:<sup>10</sup> du GATT.

Il plaide ensuite que la réglementation portoricaine contrevient au principe du traitement national de l'article III:<sup>11</sup> du GATT qui oblige un pays à traiter les produits importés de la même manière que les produits fabriqués sur son territoire. Il soutient à cet égard que Porto Rico exige que le lait importé soit produit selon des règles

9. Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

10. Cet article a été incorporé à l'ALE par les articles 407 et 710 de l'ALE. Le premier paragraphe de cet article se lit comme suit: «Aucune partie contractante n'instituera ou ne maintiendra à l'importation d'un produit originaire du territoire d'une autre partie contractante, à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire d'une autre partie contractante, de prohibitions ou de restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé».

11. Cet article a été incorporé à l'ALE par les articles 501 et 502 de l'ALE. Le premier paragraphe se lit comme suit: «Les parties contractantes reconnaissent que les taxes et autres impositions intérieures, ainsi que les lois, règlements et prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits sur le marché intérieur et les réglementations quantitatives intérieures prescrivant le mélange, la transformation ou l'utilisation en quantités ou en proportions déterminées de certains produits ne devront pas être appliqués aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale».

substantiellement similaires à ses propres règles alors qu'il refuse de permettre au producteur québécois de faire la preuve de l'équivalence des normes sanitaires du Québec et de celles de Porto Rico.

Le Canada plaide également que la réglementation de Porto Rico, telle qu'interprétée et appliquée, contrevient aux dispositions de l'ALE<sup>12</sup> qui requièrent des parties de faciliter le commerce des produits agricoles.

Enfin, et d'une manière subsidiaire, le Canada soutient que, même si les mesures de Porto Rico s'avéraient compatibles avec les obligations souscrites par les États-Unis dans l'ALE, l'application de ces mesures annule les avantages auxquels le Canada pouvait raisonnablement s'attendre en vertu de l'ALE<sup>13</sup>.

Le Groupe spécial chargé de décider du différend n'a pas retenu les arguments principaux du Canada mais a été d'avis que le Canada pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'un produit tel que le lait UHT ne soit pas exclu du marché des États-Unis à la suite de l'adoption d'une nouvelle réglementation, s'il pouvait être démontré que ce produit était produit au Canada selon des normes ayant le même effet que la nouvelle norme américaine<sup>14</sup>.

Le Groupe spécial a recommandé qu'une étude d'équivalence soit effectuée. Cette étude a été faite et a démontré que la réglementation applicable au Québec concernant le lait UHT, était équivalente à la réglementation applicable à Porto Rico. Par la suite, les exportations québécoises de lait UHT à Porto Rico ont repris.

---

12. Article 703. Les parties se sont engagées à œuvrer ensemble à améliorer l'accès à leur marché respectif en éliminant ou en réduisant les barrières à l'importation.

13. Le premier paragraphe de l'article 2011 se lit comme suit: «Si une Partie estime que l'application d'une mesure, contraire ou non aux dispositions du présent accord, a pour effet d'annuler ou de compromettre un avantage qui devrait raisonnablement découler directement ou indirectement du présent accord, elle peut, en vue de régler la question de façon satisfaisante, invoquer les dispositions de l'article 1804 relatives à la consultation et, si elle le juge approprié, recourir au mécanisme de règlement des différends prévu aux articles 1805 et 1807 [...]».

14. Selon le Groupe spécial, *op. cit.*, note 7, par. 5.58, même si le Canada pouvait s'attendre à ce que Porto Rico adopte la réglementation américaine sur le lait lorsqu'il a conclu l'ALE, les attentes raisonnables du Canada aux termes de l'ALE qui découlent de l'histoire du produit et de l'ALE, furent effectivement frustrées et, dans les circonstances, le Canada a effectivement souffert de l'annulation ou de la réduction des avantages auxquels il pouvait raisonnablement s'attendre.

### L'affaire de la tarification<sup>15</sup>

En 1970, bien avant qu'il ne soit question de libre-échange avec les États-Unis, les producteurs de lait ont instauré un système de contingentement de la production au Canada. Une réglementation a été adoptée au niveau provincial et fédéral pour régulariser la production et éviter les surplus. Des quotas de production ont été attribués aux producteurs dans chacune des provinces et des contrôles (restrictions quantitatives) ont été instaurés à la frontière pour restreindre les importations de produits laitiers en provenance d'autres pays<sup>16</sup>.

En 1989, l'Accord de libre-échange (ALE) entre les États-Unis et le Canada est entré en vigueur. Les deux pays ont convenu de ne pas augmenter leurs droits de douane existants ou de ne pas en introduire de nouveaux<sup>17</sup> mais ils ont conservé le droit d'imposer des restrictions aux importations de produits laitiers<sup>18</sup>.

En 1994, le Canada et les États-Unis ont décidé de conserver dans l'ALENA (lequel remplaçait l'ALE) leurs droits d'imposer des restrictions à l'importation de produits laitiers et ils ont incorporé, en ce qui concerne les produits agricoles, leurs droits et leurs obligations négociés en 1989 dans le cadre de l'ALE<sup>19</sup>.

15. Les tarifs appliqués par le Canada sur certains produits agricoles en provenance des États-Unis, *CDA-95-2008-01*, 2 décembre 1996, <<http://www.nafta-sec-alena.org/french/index.htm>>. Il est à noter que cette affaire visait tous les produits qui bénéficiaient de la gestion de l'offre, soit, en plus du lait, la volaille et les œufs.
16. Des restrictions quantitatives à la frontière, appelées aussi barrières non tarifaires, ont été adoptées conformément à l'article XI:2c(i) du GATT. Elles avaient pour objectif d'empêcher les produits laitiers étrangers d'entrer au Canada afin de permettre à la gestion de l'offre de fonctionner efficacement dans chacune des provinces.
17. Article 401(1) de l'ALE.
18. Ce droit était conservé à l'article 710 de l'ALE, qui se lit comme suit: «À moins de dispositions contraires spécifiquement prévues dans ce Chapitre, les parties conservent leurs droits et leurs obligations concernant les produits agricoles, les aliments, les boissons et certains autres produits connexes en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et des accords négociés en vertu du GATT, y compris leurs droits et leurs obligations en vertu de l'Article XI du GATT».
19. L'article 702:1 de l'ALENA prévoit: «L'annexe 702.1 s'applique aux Parties qui y sont visées pour ce qui est du commerce des produits agricoles aux termes de certains accords conclus entre elles». Le paragraphe 1 de l'Annexe 702.1 prévoit pour sa part: «Les articles 701, 702, 704, 705, 706, 707, 710 et 711 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis s'appliquent entre le Canada et les États-Unis et sont incorporés dans le présent accord et en font partie intégrante».

En 1995, l'Accord sur l'agriculture, faisant partie de l'Accord de l'OMC, est entré en vigueur. L'Accord sur l'agriculture prévoyait que les restrictions quantitatives à l'importation, lesquelles constituaient des barrières non tarifaires, devaient être remplacées par des tarifs, qu'il devait y avoir ce qui a été convenu d'appeler la «tarification»<sup>20</sup>. Comme tous les autres pays membres de l'OMC, le Canada a ainsi remplacé, le 1<sup>er</sup> janvier 1995, ses barrières non tarifaires (restrictions quantitatives) sur les produits laitiers étrangers par des tarifs élevés<sup>21</sup> et il les a appliqués à tous les pays, y compris aux États-Unis.

Les États-Unis ont protesté immédiatement et demandé la formation d'un Comité d'arbitrage en vertu de l'ALENA. Ils ont soutenu que le Canada avait imposé de nouveaux tarifs sur des produits agricoles contrairement à ses engagements en vertu de l'ALENA.

Les États-Unis ont soutenu, d'une part, que dans le cadre de l'ALENA le Canada avait accepté d'éliminer ses tarifs sur les importations de tous les produits agricoles en provenance des États-Unis et, d'autre part, que dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture le Canada faisait face à l'obligation d'éliminer ses barrières non tarifaires. Ils ont alors conclu que le Canada était confronté à l'obligation d'enlever ses barrières non tarifaires en vertu d'un accord (OMC) et à l'interdiction de tarifier en vertu d'un autre (ALENA).

Le Canada a, pour sa part, plaidé que les Parties s'étaient entendues dans le cadre de l'ALENA que le commerce des produits agricoles entre le Canada et les États-Unis serait régi par les ententes qui

---

20. Le paragraphe 2 de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture se lit comme suit: «Les Membres ne maintiendront pas de mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits, ni ne recourront ni ne reviendront à de telles mesures, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5 et à l'Annexe 5». Cet article renvoie à la note suivante: «Ces mesures comprennent les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables à l'importation, les prix minimaux à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, les autolimitations des exportations, et les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits, que ces mesures soient ou non appliquées au titre de dérogations aux dispositions du GATT de 1947 dont bénéficient certains pays, mais non les mesures appliquées au titre de dispositions relatives à la balance des paiements ou au titre d'autres dispositions générales ne concernant pas spécifiquement l'agriculture du GATT de 1994 ou des autres Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC».

21. Les tarifs qui s'appliquaient aux importations de lait de consommation étaient de 283,8 % et de 351,4 % pour le beurre. Voir «Conflit commercial Canada – États-Unis sur la volaille, les œufs et le lait», *La Presse*, 17 juillet 1995, page A1.



émergeraient des négociations de l'OMC. Ainsi, l'obligation de tarifier les barrières non tarifaires existantes en vertu de l'Accord sur l'agriculture et l'application de ces équivalents tarifaires au commerce des produits agricoles étaient conformes aux engagements dans le cadre de l'ALENA.

Le Canada a soutenu que puisque ces équivalents tarifaires ne sont à toutes fins pratiques que la conversion de mesures non tarifaires antérieures, ils ne constituaient pas des restrictions nouvelles ou supplémentaires au marché canadien pour les produits agricoles des États-Unis.

Le Canada a également soutenu que les États-Unis appliquaient sur leur territoire exactement le même type de mesures qu'ils reprochaient au Canada d'appliquer<sup>22</sup>.

Le Comité d'arbitrage a analysé les accords internationaux suivants pour régler cette affaire: l'ALE, l'ALENA, le GATT, les accords de l'OMC et en particulier, l'Accord sur l'agriculture de l'OMC.

Le Comité d'arbitrage avait à décider de quatre questions:

- 1<sup>o</sup> L'article 710<sup>23</sup> de l'ALE entré en vigueur en 1989 a-t-il un caractère prospectif, autrement dit, permet-il de tenir compte des nouvelles règles de l'OMC entrées en vigueur en 1995?

Le Comité a décidé qu'il était possible de conserver des droits qui existent dans le présent et également de conserver des droits en vertu d'un régime qui évolue et s'étend dans l'avenir. La référence au GATT et aux accords négociés en vertu du GATT qui a été faite en 1989 à l'article 710 de l'ALE était une référence à un texte capable d'évolution et permet de tenir compte des nouvelles règles de l'OMC entrées en vigueur en 1995.

- 2<sup>o</sup> Le caractère prospectif de l'article 710 de l'ALE a-t-il été modifié lorsqu'il a été incorporé dans l'ALENA<sup>24</sup>?

Le Comité a constaté que les Parties n'ont pas modifié le texte de l'article 710 lorsqu'elles l'ont introduit dans l'ALENA. Il a aussi

22. *Op. cit.*, note 15, par. 57. Comme indiqué au paragraphe 101 de la décision du Comité, *op. cit.*, note 15, les États-Unis ont souligné que le mandat du Comité d'arbitrage ne lui permet pas d'examiner l'application par les États-Unis de ses tarifs sur les importations du Canada.

23. *Op. cit.*, note 18.

24. *Op. cit.*, note 19.

constaté que les États-Unis, tout comme le Canada, avaient adopté depuis 1995 des tarifs pour remplacer des barrières non tarifaires et qu'ils les avaient appliqués au Canada<sup>25</sup>. Par conséquent, le Comité a décidé que l'article 710 avait conservé, dans l'ALENA, son caractère prospectif.

- 3<sup>o</sup> Quels droits futurs ont été introduits dans l'ALENA lors de l'entrée en vigueur de l'OMC?

Le Comité a décidé qu'en vertu de l'article 4.2 de l'Accord sur l'agriculture, les États avaient accepté d'éliminer leurs barrières non tarifaires en contrepartie du droit de les remplacer par des équivalents tarifaires, de remplacer une protection sous forme de contingents par une protection sous forme de tarifs. Le résultat de cette obligation de tarifier, soit l'application de nouveaux tarifs, a été incorporé dans l'ALENA.

- 4<sup>o</sup> Les droits futurs de l'OMC qui permettent d'introduire de nouveaux tarifs ont-ils préséance sur les dispositions de l'ALENA qui interdisent l'introduction de tout nouveau tarif?

Étant donné que le Canada et les États-Unis ont prévu dans l'ALENA<sup>26</sup> que s'il y avait une contradiction entre le chapitre sur l'agriculture et un autre chapitre de l'ALENA, le chapitre sur l'agriculture devait prévaloir, le Comité a décidé que le Canada pouvait appliquer aux États-Unis les nouveaux tarifs résultant de la tarification des barrières non tarifaires.

Le Comité d'arbitrage de l'ALENA a donc rejeté la plainte des États-Unis et le Canada a continué à appliquer des droits de douane élevés aux produits laitiers en provenance des États-Unis.

### **Le lait d'exportation**

Cette affaire a commencé il y a cinq ans. Elle a fait l'objet de plusieurs procédures à l'OMC et n'est toujours pas terminée.

En 1997, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont porté plainte à l'OMC parce que les exportations de produits laitiers canadiens

---

25. *Op. cit.*, note 15, par. 151.

26. L'article 702.2 prévoit: «En cas d'incompatibilité entre la présente section [Section A dans laquelle a été incorporée l'article 710 de l'ALE] et toute autre disposition du présent accord, la présente section l'emportera dans la mesure de l'incompatibilité».

auraient bénéficié d'une subvention à l'exportation en contravention des obligations internationales du Canada contenues dans les accords de l'OMC. Ils ont allégué, entre autres, que les transformateurs de produits laitiers destinés à l'exportation auraient bénéficié d'une subvention à l'exportation interdite par l'Accord sur l'agriculture parce qu'ils auraient payé le lait qu'ils utilisent pour fabriquer ces produits moins cher que le lait qu'ils utilisent pour fabriquer des produits destinés au marché canadien. Le Canada a plaidé, en réponse à ces allégations, que cette différence de prix ne devait pas être prise en compte et qu'il n'y avait pas de subvention à l'exportation.

En 1999<sup>27</sup>, l'OMC a donné raison aux États-Unis et à la Nouvelle-Zélande et le Canada a modifié entièrement sa réglementation sur la commercialisation du lait destiné à l'exportation.

En 2001, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont contesté la nouvelle réglementation applicable au Canada en alléguant qu'elle permet encore des subventions à l'exportation. Ils ont eu gain de cause en première instance à l'OMC devant le Groupe spécial<sup>28</sup>. En appel, l'Organe d'appel<sup>29</sup> a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la fourniture de lait d'exportation commerciale par les producteurs aux transformateurs donnait lieu à des «versements» à l'exportation de lait «qui sont financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics» au sens de l'article 9:1c) de l'Accord sur l'agriculture.

Toutefois, à la lumière des constatations factuelles faites par le Groupe spécial et des faits incontestés, l'Organe d'appel a déclaré ne pas être en mesure d'achever l'analyse du Groupe spécial et de se prononcer sur la conformité à l'OMC de la réglementation canadienne.

27. Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers. Rapport du Groupe spécial, WT/DS103/R, WT/DS113/R, 17 mai 1999 (99-1924). Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS103/AB/R, WT/DS113/AB/R, 13 octobre 1999 (99-4270).

28. Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21.5 du Mémoire d'accord. Rapport du Groupe spécial, WT/DS103/RW, WT/DS113/RW, 11 juillet 2001 (01-3427).

29. Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21.5 du Mémoire d'accord. Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW, 3 décembre 2001 (01-6107).

Quelques jours après la décision de l'Organe d'appel, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont soumis à l'OMC une demande<sup>30</sup> pour que soit examinée à nouveau la conformité des mesures canadiennes. Cette nouvelle procédure va se dérouler en 2002 et une décision définitive devrait alors être rendue.

## CONCLUSION

L'agriculture, comme les autres secteurs de l'économie, est touchée par la mondialisation. Les politiques agricoles des États doivent maintenant être élaborées en tenant compte du GATT, de l'ALENA et de l'OMC. Ces accords internationaux de commerce favorisent la libre circulation des produits agricoles entre les pays et contiennent des dispositions qui permettent de régler les conflits.

Depuis le GATT de 1947, l'agriculture est le principal sujet de conflits commerciaux et au cours des dernières années, plusieurs conflits internationaux en matière agricole ont été particulièrement importants pour le Québec.

Les décisions rendues par les organismes de règlement des différends en application des accords internationaux ont permis au Québec de continuer à exporter du lait UHT à Porto Rico. Elles ont aussi permis au Québec de conserver, sans modification, son système de gestion de l'offre dans l'industrie laitière en confirmant le droit du Canada de remplacer ses barrières non tarifaires sur les produits laitiers en provenance des États-Unis par des droits de douane ayant le même effet. Enfin, l'OMC devrait rendre une décision importante en 2002 concernant la conformité aux règles de l'OMC des mesures applicables au lait d'exportation au Québec et dans le reste du Canada.

---

30. Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21.5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends – Demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS103/23, WT/DS113/23, 6 décembre 2001 (01-6258).